Document generated on 08/05/2025 6:02 a.m.

Relations

RELATIONS

Le chaos créateur

Jacques-Alexandre Mascotto

Number 781, November–December 2015

Sortir du « choc des civilisations »

URI: https://id.erudit.org/iderudit/79713ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Mascotto, J.-A. (2015). Le chaos créateur. *Relations*, (781), 18–19.

Tous droits réservés © Relations, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le chaos créateur

La « guerre contre le terrorisme » et le djihadisme concourent à l'expansion de la globalisation capitaliste et de sa gouvernance techno-financière.

JACQUES-ALEXANDRE MASCOTTO

L'auteur est sociologue

George Friedman, le fondateur de Stratfor, la plus grande agence de renseignements privée aux États-Unis, nomme avec précision ce qui se joue sous le vocable « guerre au terrorisme » créé par le gouvernement américain et qui caractérise la géopolitique mondiale : « Dorénavant, les guerres ne sont plus faites pour être gagnées… » Comme elles ne sont évidemment pas davantage faites pour être perdues, cela signifie que ces « guerres » dont parle Friedman sont destinées avant tout à punir, à déstabiliser, à fragmenter, à dépolitiser, à humilier, c'est-à-dire à propager un « chaos créateur » comme mode de gouvernance de la mondialisation techno-financière.

Cette géopolitique ne vise pas tant une domination impérialiste de territoires qu'une expansion financière prédatrice. Elle implique comme étape nécessaire un retour à un hyper-désordre : une géopolitique du chaos – théorisée par Samuel Huntington sous le nom de « choc des civilisations » – ébranlant la planète tout entière. Ce qui est visé, c'est le démantèlement des institutions, la destruction du pouvoir de l'État et, ultimement, le « démembrement » des sociétés, ces remparts qui se dressent devant la souveraineté du capital financier et le néo-féodalisme des transnationales.

La guerre est en effet une manière efficace de soumettre aux ordres du capital les récalcitrants, le « vieux » monde qui résiste encore au règne des nouveaux seigneurs par ses représentations, ses institutions, sa culture, sa souveraineté politique.

L'OPÉRATIVITÉ CONQUÉRANTE

La géopolitique du chaos vise ainsi à mettre en place une (anti)civilisation opérationnelle qui ne veut plus rien savoir des fondements socio-symboliques des sociétés, comme des rapports des êtres humains à « l'invisible » – par exemple, la faculté de l'inutile, la production symbolique de la beauté, un rapport particulier à la mort… – sur lesquels se fonde toute véritable civilisation. Ce qui compte, c'est de pouvoir intervenir directement et constamment sur le réel, en détruisant tout ce qui ne peut être absorbé par la logique du capital.

La géopolitique, *stricto sensu*, n'existe plus. La guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens : elle est devenue management du capitalisme total et absolu. Ce qui est en jeu dans la « gouvernance de la globalisation », ce n'est pas la *domination*, notamment la domination de la « civilisation occidentale » sur les autres civilisations, mais la *destruction* du *principe civilisationnel* auquel la logique du capital, étroitement liée à la nature expansionniste des États-Unis, veut substituer le *principe organisationnel*, calqué sur le mode de fonctionnement des grandes entreprises capitalistes. Qu'est-ce que le principe civilisationnel ? Il désigne, selon le sociologue Michel Freitag, la ligne de séparation au sein des sociétés entre, d'un côté, la dimension fonctionnelle de la vie sociale (par exemple, l'économie, le politico-administratif, le juridique) et, de l'autre, la dimension culturelle-symbolique d'idéalité, cultivée pour elle-même, inactuelle, qui est animée par le sentiment et portée, entre autres, par les appels d'air de la pensée, de la méditation, de la beauté. On notera que le système d'éducation et l'architecture, comme le langage, participent des deux dimensions, l'une pratico-fonctionnelle et l'autre idéelle, ouverte sur la dimension imaginaire de l'ordre symbolique.

> L'ÉI se voit entièrement dans le miroir de l'Occident. Sa religion sans trêve et sans merci est à l'image du capitalisme – la religion la plus impitoyable qui soit.

L'ouverture symbolique est virtuellement infinie (il n'y a pas de limites à la puissance transformatrice du langage, par exemple). À ce titre, elle ne saurait à elle seule assurer la reproduction de la société qui doit compter sur le principe de réalité, avec les contraintes que cela suppose. Ce qui compte, ici, c'est la réciprocité, l'aller-retour, entre la fonctionnalité utilitaire et l'idéalité symbolique, de telle façon que cette dernière s'enlace aux exigences de solidarité concrète de la vie pratique. La solidarité symbolique, où se cultive le partage du sens qui définit l'esprit d'une civilisation, doit être ancrée dans une solidarité sociétale, ce qu'incarnait, par exemple, d'une certaine manière et dans une certaine mesure, l'État-providence. Il est important de comprendre que cette solidarité matérielle, quotidienne, orientée sur le bien-être et les besoins, contient et restreint – en raison même des contraintes sociales et historiques – le symbolique et, a fortiori, le religieux, c'est-à-dire la puissance de la transcendance dans sa capacité d'outrepasser ces contraintes matérielles.

Mais revenons à la « géopolitique du chaos », qui vise la destruction du principe civilisationnel et sa substitution par le principe organisationnel. Et concentrons-nous sur le « grand Moyen-Orient ». À l'issue des luttes anti-impérialistes des années 1920-1960, des pays comme l'Algérie, la Syrie, l'Égypte, l'Irak et la Libye réussirent à effectuer des nationalisations à grande échelle des infrastructures et des industries stratégiques (gaz, pétrole, minerais), accompagnées de programmes de partage social

et d'éducation accessibles à l'ensemble de la population, tout en appuyant fermement la cause palestinienne. Ces pays sont devenus la cible privilégiée des grandes entreprises privées, totalement arc-boutées sur la privatisation et la dépossession de la souveraineté nationale. En droite ligne avec les nombreuses visées de reconfiguration-démembrement du « grand Moyen-Orient », tels le Plan Yinon (1982) de l'Organisation sioniste mondiale et le rapport « Rebuilding America's Defenses » (2000) du *think tank* néoconservateur américain Project for the New American Century, l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies, un *think tank* israélo-américain, publie, en 1996, un document intitulé *A clean break : a new strategy for securing the realm*. Celui-ci établit la feuille de route du renversement en chaîne des gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie, du Liban et du Soudan, renversement qui doit triompher avec la destitution du gouvernement de l'Iran, ennemi juré de l'Arabie saoudite et principal obstacle à l'expansionnisme israélien.

Selon ces « plans », le Pentagone et le complexe militaro-industriel américain se donneront les moyens d'éradiquer de la géographie humaine les infrastructures des pays qui ne sont pas des « démocraties de marché », c'est-à-dire qui ne suivent pas la politique néolibérale des États-Unis. Écoles, centres de recherche, universités, voies de communication et de transport, hôpitaux, plates-formes de transit des industries stratégiques seront systématiquement détruits en Irak, en Libye et en Syrie, entre autres. Les organisations terroristes, comme le groupe armé État islamique (ÉI) et Al-Qaïda, que les États-Unis ont, directement ou non, contribué à créer, servent d'accélérateurs à cette destruction initiée, de l'extérieur, sous couvert de guerres humanitaires ou anti-dictateurs.

Dans de telles conditions, la solidarité civilisationnelle, faite de références symboliques communes, ne peut plus s'objectiver, se projeter dans la solidarité sociétale. Les infrastructures de la solidarité sociétale détruites, « *religion will fill the gap*[1] », écrivait Huntington. Le symbolique-religieux, n'ayant plus de frein, en vient en effet à coloniser tout le champ identitaire et à s'approprier toutes les références ; il règlemente tous les rapports sociaux (les rapports homme-femme, la sexualité en général, le système éducatif, le juridico-politique). Le symbolico-religieux prend alors directement en charge les espaces de vie, les problèmes d'intégration sociale et se fige dans l'expression rigoriste, rituelle, d'un ordre politico-religieux. Le religieux monopolise ainsi l'idéalité civilisationnelle ; il se transmute lui-même en un mode de production d'une nouvelle humanité définie par une posture ultra-identitaire (chiisme contre sunnisme) soumise à la surveillance des comportements de la part de chefs communautaires. Ceux-ci rivalisent entre eux dans une surenchère terroriste d'un « faire-société » qui se ramène à un enchaînement compulsif de procédures de contrôle et de marquage identitaire, dotées d'une validité « divine ».

DES ALLIÉS DANS LA DESTRUCTION

Il y a ainsi une profonde similitude entre la réduction capitaliste de la société à l'opérativité et la réduction du religieux à un ritualisme rigoriste comme le fait l'ÉI. Le fondamentalisme qu'il promeut évacue entièrement l'esprit de la religion pour ne garder que la stricte lettre réifiée. Il s'enferme ainsi dans la peur de l'esprit de la lettre – de la vie, en fin de compte – oubliant que les grandes religions ont toujours changé au cours de l'histoire en fonction de l'esprit de la lettre. À cet égard, l'ÉI se voit entièrement dans le miroir de l'Occident. Sa religion sans trêve et sans merci est à l'image du capitalisme – la religion la plus impitoyable qui soit, comme l'avait si bien compris Walter Benjamin : préséance absolue de la lettre sur l'esprit, intervention permanente sur le réel au moyen de l'opérativité. Les mouvements djihadistes ne font pas autre chose, mais « sans phrases », comme dirait Marx. Ils éliminent littéralement ceux qui ne maîtrisent pas le bon code – le « mauvais » musulman étant celui qui n'a pas la « bonne » posture comportementale ultra-identitaire (les chiites, par exemple). L'ÉI accélère ainsi, sous son joug, le processus programmé de destruction des sociétés, en détruisant leurs soubassements socio-symboliques et historiques pluriels, bref leur propre civilisation. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CLAUDE RAVET

1. « La religion remplira le vide » (traduction libre).

Dominique Blain, *Bamiyan*, 2013, impression jet d'encre sur papier, 99 x 114 cm